

ARMÉE : ATTENTION AU PIÈGE DE LA RÉFORME

par Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC Vaud

Ainsi, le nouveau chef du DDPS est un UDC vaudois. Quoi de plus normal alors que de lui consacrer notre premier éditorial de l'année 2016. Parmi les grands dossiers qui attendent Guy Parmelin, il y aura sans contestation possible deux virages qui seront difficiles à prendre, soit l'acquisition d'une nouvelle flotte aérienne et le projet de réforme DEVA (pour Développement de l'Armée). Ce projet entend diviser par deux l'effectif de l'armée, ce qui revient à transformer définitivement notre armée en une armée de papier.

Si Guy Parmelin veut encore avoir un département à diriger d'ici quelques années, il serait inspiré de peser de tout son poids pour lutter contre cette énième diminution des effectifs militaires depuis les années 1990. Petit rappel, avant la réforme Armée 95, la Suisse comptait 620'000 militaires incorporés et 620'000 réservistes (chiffres de 1989). Jugée « surdimensionnée » après la fin de la Guerre Froide, la Suisse a diminué ses effectifs militaires de près de 40% pour tomber à 390'000 militaires incorporés avant la réforme Armée XXI (chiffres de 1999). La réforme Armée 95 ayant été rapidement jugée comme mal évaluée, elle ne sera finalement conservée qu'une dizaine d'années avant d'être remplacée par la première vraie grande réforme de l'armée depuis la chute du Mur de Berlin. Finalement, le seul héritage de la réforme Armée 95 est la diminution spectaculaire des effectifs.

Armée XXI a réformé une grande partie de l'armée. Nouvelle organisation de la hiérarchie, suppression des régiments cantonaux, des divisions territoriales et des corps d'armée. Suppression des arsenaux et remplacement par cinq centres logistiques, académisation des paiements de galons et entrée en vigueur du concept de « montée en puissance » car qui dit réforme, dit diminution des effectifs. Celle-ci fut telle que pour rassurer les officiers et les citoyens soucieux de notre capacité à nous défendre, il fallut trouver une parade théorique. La « montée en puissance » c'est donc le retour à une armée de masse en cas d'élévation de la menace en un temps relativement court grâce à une décision politique. Ainsi, en 2009, l'armée suisse ne compte plus que 180'000 militaires incorporés, 20'000 réservistes et 80'000 recrues.

En 20 ans, entre 1989 et 2009, la Suisse est passée de 1'200'000 militaires incorporés et réservistes à 200'000.

La réforme Armée XXI fera également l'objet de diverses adaptations et réformes, notamment dans le domaine logistique et celui de la guerre électronique. De coûteux et ambitieux projets se succèdent avant d'être abandonnés les uns après les autres. La facture est salée pour la Confédération, plusieurs dizaines de millions de francs sont ainsi jetés par la fenêtre.

Puis, voici deux ans, nouveau projet de réforme en vue, le DEVA. En gros, on revient aux fondamentaux (remise sur pied des divisions territoriales, retour au principe des places de mobilisation, à celui des paiements de galons). En plus, la promesse d'un budget de 5 milliards de francs par an (contre 4.3 milliards pour Armée XXI) a de quoi ravir celles et ceux qui, comme moi, n'ont jamais été convaincus par le concept global de la réforme Armée XXI. Mais rien n'est jamais gratuit en politique car qui dit réforme, dit baisse des effectifs. Le Conseil fédéral proposait 80'000 (sic), le Parlement 100'000 (à peine mieux).

L'armée va donc perdre un soldat sur deux. L'armée de demain ne comptera plus que 100'000 hommes alors que celle de hier en comptait dix fois plus. A part le GSsA (groupe pour une

Suisse sans armée), le PS et Les Verts, je ne vois pas qui peut se réjouir d'une telle diminution de nos effectifs militaires.

En fait, la diminution régulière des effectifs est le seul élément constant des réformes successives subies par l'armée. Les réalités géopolitiques sur lesquelles se basaient les arguments des réformistes changent si rapidement que les vérités de hier ne sont déjà plus celles d'aujourd'hui et les vérités d'aujourd'hui ne seront probablement pas celles de demain. Le DEVA veut réhabiliter ce que les penseurs d'Armée XXI déclaraient obsolètes et archaïques il y a seulement... 13 ans !

Mais une chose demeure, quelle que soit la situation géopolitique et ses conséquences sur notre défense nationale, il faut des militaires pour prétendre posséder une armée. Il ne sert à rien d'avoir des concepts et des plans qui ne fonctionnent que dans la chaleur des quartiers généraux mais qui ne sont pas applicables, faute de soldats disponibles dans le froid du champ de bataille. Avec uniquement 100'000 militaires, l'armée n'est même plus capable de garantir une disponibilité de base toute l'année aux autorités politiques cantonales en cas de besoin soudain pour contrôler une situation qui échapperait aux seules forces de police.

La réforme DEVA repose sur des bases théoriques et fondamentales pertinentes. Il est par contre incompréhensible de rendre la mise en œuvre impraticable par la suppression d'un soldat sur deux. Le nouveau chef du département devra faire preuve d'une habileté toute vaudoise pour trouver une solution politique praticable tout en garantissant suffisamment de soldats à la nouvelle armée. Au minimum, aucun des 200'000 militaires actuels ne doit être supprimé. La bonne nouvelle pour l'armée c'est que le nouveau chef de département est habile et qu'il est Vaudois, la mauvaise nouvelle c'est que peu de parlementaires possèdent ces deux qualités indispensables conjointement.